

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Assemblee-generale-de-Bure-le-9>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **9 novembre 2013 : Assemblée générale de Bure**

5 novembre 2013

9 novembre 2013 : Assemblée générale de Bure

Bonnet (55)

- ▶ **Samedi 9 : Assemblée générale (10h30 à la salle des fêtes de Bonnet)**
- ▶ **Dimanche 10 et lundi 11 : Ateliers "à la carte" et balades.**

APPEL À L'ASSEMBLEE GENERALE DE BURE - ANTINUCLEAIRE DU GRAND EST RÉSISTONS À CIGEO

Depuis 22 ans, les habitants de Bure et ses alentours, entre la Haute Marne, la Meuse et les Vosges ont eu l'horreur de voir arriver dossiers, scientifiques, experts, politiques nucléocrates venir ici enterrer le caca de l'industrie nucléaire qui n'a pu se retenir de le mouler coulant avant même d'avoir trouvé toilettes.

Les premières cibles pour l'enfouissement déterminées par des critères géologique, Segréen en Maine-et-Loire, Fougères en Ille-et-Vilaine, la Vienne, la Charente, le Gard, n'en ont pas voulu (confère grosses mobilisations locales, les cars de CRS brûlés...). L'Etat, l'ANDRA (financée par des subventions publiques et par les producteurs de déchets radioactifs : EDF, Areva, CEA, hôpitaux, centres de recherche) et ses experts en démocratie technique, changent alors de stratégie et travaillent éperdument à préparer sociologiquement le terrain. Y aller doucement, tirer des conclusions des échecs passés. Le député PS Christian Bataille s'y emploie et élabore un cadre juridique (loi Bataille de 1991) permettant de peaufiner l'acceptabilité du projet, en ne proposant non pas un centre d'enfouissement - dans un premier temps - mais un laboratoire comme base d'expérimentation géologique mais surtout sociologique. De nouveaux élus candidats à l'enfouissement mordent à l'hameçon, acceptent la proposition et avec elle les millions d'euros, les millions de nucléides, de flics, de générations condamnées. Le critère a accessoirement changé : prenez un territoire vide ou presque de forces d'opposition, sinistré par le chômage et l'exode rural, voilà de quoi transformer la condamnation d'une région et de ses habitants en opportunité de développement.

22 ans de politiques de l'acceptabilité, traduites par : la construction en 2000 du dit Laboratoire à

Bure ; la loi du 26 Juin 2006 statuant l'enfouissement des déchets en milieu profond comme l'un des seuls horizons possible et souhaitable pour la gestion des déjections nucléaires ; un copieux arrosage financier aux citoyens, associations, municipalités, élus, chambres d'agriculture etc., puis par la construction de plateformes de la filière nucléaire aux alentours (centres d'archivage d'AREVA et d'EDF, centre logistique pour pièce de réacteurs...). Tout cela en somme, dans l'idée de faire en sorte que le quotidien de chacun se construise avec le projet comme épée de Damoclès dans un coin de sa tête - dès lors le projet existe déjà.

Plus récemment, c'est par la mise en place d'un débat public - étape concrète du projet où le dit « public » est invité à venir co-construire et prendre note des modalités de son irradiation, et non de débattre du projet lui-même -, que la Commission des Débats Public et l'ANDRA souhaitaient légitimer démocratiquement « l'insertion du projet dans le territoire ».

Face à cette imposture, nombre d'individus ont décidé de ne plus laisser faire le processus d'acceptation d'un projet déjà décidé ou presque (1), que l'heure était à l'organisation collective pour porter frontalement avec les moyens jugés bon le refus de CIGEO et de la filière nucléaire qui l'engendre. Quand aux débats, une fois sabotés et annulés, c'est maintenant sur internet que les experts rassurent les bons et dociles croyants.

L'assemblée tenue à l'occasion le 30 août à Bonnet lors du petit festival contre la grosse poubelle nucléaire a permis de comprendre qu'il fallait nécessairement une suite à cet élan de mobilisation active. Car si aucun déchet n'est à ce jour à Bure et que les chantiers sont prévus pour 2017, ce n'est pas l'urgence des cliquetis mécaniques des pelleteuses, ni le calendrier fixées par l'ANDRA ou par la CNDP qui doivent prédire l'heure et la date de nos actions collectives face à un projet bel et bien lancé.

Une continuité de cette assemblée paraissait alors nécessaire à cette fin. Ce à quoi nous appelons donc est une assemblée de lutte ouverte à toutes celles qui ressentent en elles la nécessité croissante de forger une force d'organisation collective et déterminée contre CIGEO, permettant de tisser des liens entre les opposants et permettre la multiplicité des pratiques. Cette assemblée refuse toute tentative de récupération politiques ou associatives, elle se veut un temps de rencontres entre divers groupes d'opposants. es venus. es de plus ou moins loin, un temps d'élaboration collective basé sur l'horizontalité des prises de décisions.

Cette assemblée souhaite dépasser le cadre restreint du territoire de Bure, ce même cadre justement choisi par l'ANDRA pour son aptitude à l'acceptabilité. CIGEO est partout et tout le temps à la fois. Se battre aujourd'hui contre CIGEO nous apparaît comme une nécessité stratégique vitale. Parce qu'il est le chaînon manquant du programme nucléaire français et le gage de sa poursuite et de son renouvellement. Parce qu'empêcher l'implantation de ce centre, c'est certainement forcer l'arrêt de l'industrie nucléaire française qui sans ce centre n'aura d'autre choix que d'arrêter la production des déchets. Parce que CIGEO est aussi une opération de marketing vers l'étranger qui vise à donner au complexe nucléaire français l'image d'une maîtrise totale depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement des centrales, au retraitement et à la gestion des déchets radioactifs. Parce que se battre contre CIGEO c'est frapper un coup contre la politique énergétique française en générale qui veut faire de la France l'interrupteur de l'Europe et du Maghreb. Parce que CIGEO est l'aboutissement d'une série de nuisances imposées par l'industrie nucléaire (trains de déchets, lignes à Très Haute Tension, greenwashing avec les énergies renouvelables, réseaux électriques intelligents, compteurs intelligents Linky...). Parce que les flux de nucléides dégorgeront inéluctablement hors de Bure, cette assemblée bien que soulevée par le CIGEO de Bure, concerne le grand Est et bien plus.

L'actualité nous montre avec bonheur que personne n'a attendu la constitution de cette assemblée pour agir sur le terrain. Des actions de solidarité contre CIGEO et son monde sur des agences EDF / ErDF partout en France, font déjà de la lutte à Bure un mouvement vivant qu'il nous faut bien entendu alimenter.

1 - La loi du 28 juin 2006 sur l'enfouissement des déchets prévoit que le projet CIGEO soit soumis au

Parlement en 2015, et on voit mal en effet l'Etat et son éboueur l'ANDRA devoir reporter encore l'aboutissement de sa sale besogne et continuer a produire sa mort en bidon sans afficher de pseudo solution.

Hébergement possible à la Maison de Bure, prévoir couchages.